CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.492/4
du 19 décembre 2016

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.492/4
van 19 december 2016

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'

‡LW-CJMQKEAAI-GAEJCVT‡

Le 21 novembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 décembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 décembre 2016.

*

Op 21 november 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 december 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 december 2016.

*

‡LW-CJMQKEAAI-GAEJCVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Dans son avis 59.273/4 donné le 10 mai 2016 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon poursuivant le même objectif que le projet examiné [1], la section de législation a formulé l'observation suivante :

> « Le projet examiné trouve son fondement juridique dans l'article 1er, § 1er, de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.
>
> Il convient toutefois de ternir compte du paragraphe 3 du même article, lequel dispose :
>
> '§ 3. Les arrêtés d'exécution de la présente loi sont pris après avis d'une commission administration-industrie dont le Roi fixe la composition et les règles de fonctionnement'.
>
> À cet égard, le transfert partiel de compétence opéré par la Sixième réforme de l'État n'exonère pas le Gouvernement wallon de l'accomplissement de la formalité préalable imposée par cette disposition légale, tant que cette dernière n'a pas été modifiée par le législateur wallon. Ceci résulte de l'article 94, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', lequel dispose :
>
> 'Art. 94. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 83, § 2 et 3, les autorités chargées d'attributions par les lois et règlements dans les matières relevant de la compétence des Communautés et des Régions, continuent d'exercer ces attributions selon les procédures fixées par les règles existantes, tant que celles-ci n'auront pas été modifiées ou abrogées par leurs Parlements ou leurs Gouvernements'.
>
> Il appartient donc au Gouvernement de veiller à l'accomplissement de cette formalité [2] ».

Cette observation vaut également pour le projet examiné. L'accomplissement de la formalité préalable en question sera, en outre, visé dans son préambule.

---

[1] Devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

[2] Voir en ce sens l'avis 56.709/2 donné le 13 octobre 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 'modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers', l'avis 56.680/1 donné le 3 octobre 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2014 'modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers' (solution implicite), ainsi que l'avis 57.390/4 donné le 6 mai 2015 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'habilitant des agents à rechercher et à constater, en qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire, certaines infractions en matière de mobilité, de transport et de sécurité routière'.

‡LW-CJMQKEAAI-GAEJCVT‡

EXAMEN DU PROJET

1. Les alinéas 1er et 2 du préambule seront omis.

2. À l'alinéa 3, devenant l'alinéa 1er, il convient de viser plus précisément, au titre de fondement légal du projet, l'article 1er, § 1er, de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

3. En vertu de l'article 41, § 2, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, les secrétaires d'État ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils ne sont donc pas habilités à proposer ou à signer, même conjointement avec un membre du Gouvernement, des projets d'arrêtés du Gouvernement de cette Région.

Par conséquent, l'arrêté examiné ne peut pas être proposé par la Secrétaire d'État en charge de la Sécurité routière du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, mais par le Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics [3].

*

[3] Voir l'avis 58.266/4 donné le 17 novembre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 février 2016 'portant le statut administratif et pécuniaire du personnel du bureau bruxellois de la planification' et l'avis 59.327/4 donné le 25 mai 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juillet 2016 'relatif à l'identification et l'enregistrement des chats'.

‡LW-CJMQKEAAI-GAEJCVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

In haar advies 59.273/4, gegeven op 10 mei 2016 over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering dat dezelfde strekking heeft als het voorliggende ontwerp,[1] heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

> "Le projet examiné trouve son fondement juridique dans l'article 1er, § 1er, de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.
>
> Il convient toutefois de tenir compte du paragraphe 3 du même article, lequel dispose :
>
> > '§ 3. Les arrêtés d'exécution de la présente loi sont pris après avis d'une commission administration-industrie dont le Roi fixe la composition et les règles de fonctionnement'.
>
> À cet égard, le transfert partiel de compétence opéré par la Sixième réforme de l'État n'exonère pas le Gouvernement wallon de l'accomplissement de la formalité préalable imposée par cette disposition légale, tant que cette dernière n'a pas été modifiée par le législateur wallon. Ceci résulte de l'article 94, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', lequel dispose :
>
> > 'Art. 94. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 83, § 2 et 3, les autorités chargées d'attributions par les lois et règlements dans les matières relevant de la compétence des Communautés et des Régions, continuent d'exercer ces attributions selon les procédures fixées par les règles existantes, tant que celles-ci n'auront pas été modifiées ou abrogées par leurs Parlements ou leurs Gouvernements'.
>
> Il appartient donc au Gouvernement de veiller à l'accomplissement de cette formalité."[2]

[1] Dat ontwerpbesluit heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2016 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

[2] Zie in die zin advies 56.709/2, gegeven op 13 oktober 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers', advies 56.680/1, gegeven op 3 oktober 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2014 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers' (impliciete oplossing), en advies 57.390/4, gegeven op 6 mei 2015 over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering 'habilitant des agents à rechercher et à constater, en qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire, certaines infractions en matière de mobilité, de transport et de sécurité routière'.

‡LW-CJMQKEAAI-GAEJCVT‡

Die opmerking geldt eveneens voor het voorliggende ontwerp. De vervulling van dat voorafgaande vormvereiste moet bovendien in de aanhef worden vermeld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Het eerste en het tweede lid van de aanhef dienen te vervallen.

2. In het derde lid, dat het eerste lid wordt, moet als rechtsgrond van het ontwerp meer bepaald worden verwezen naar artikel 1, § 1, van de wet van 21 juni 1985 'betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

3. Krachtens artikel 41, § 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen', gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, maken de staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Ze zijn dus niet gemachtigd om ontwerpbesluiten van de regering van dat gewest voor te dragen of te ondertekenen, zelfs niet samen met een lid van de regering.

Bijgevolg mag het voorliggende besluit niet worden voorgedragen door de staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Verkeersveiligheid, maar wel door de minister belast met Mobiliteit en Openbare Werken.[3]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[3] Zie advies 58.266/4, gegeven op 17 november 2015 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 februari 2016 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van het Brussels Planningsbureau' en advies 59.327/4, gegeven op 25 mei 2016 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juli 2016 'betreffende de identificatie en registratie van katten'.

‡LW-CJMQKEAAI-GAEJCVT‡